

3-25-1880

Le 24 Juin à Québec [Article]

Le Messenger

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/le-messenger>

Recommended Citation

Le Messenger Collection, Franco-American Collection, University of Southern Maine Libraries.

This Transcript is brought to you for free and open access by the Le Messenger at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Le Messenger Documents, Items, and Photographs by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.

Le 24 Juin a Quebec

De grands préparatifs se font pour la célébration de la fête St-Jean-Baptiste à Québec, le 24 juin prochain. Des invitations ont été adressées aux sociétés nationales du Canada et des Etats-Unis et la plupart ont répondu d'une manière favorable. Des orateurs et des écrivains distingués de France ont promis leurs concours. La fête promet d'être brillante, et nous espérons que les Canadiens des Etats-Unis soutiendront leur réputation de patriotisme en y participant. Ce sera une satisfaction pour notre honneur national si souvent blessé, de voir réunis dans la vieille cité de Champlain ces enfants de la Nouvelle-France venant affirmer leur attachement à leur traditions. Pour nous, Canadien des Etats-Unis, nous pourrons y retremper notre nationalité qui peut s'établir dans le milieu où nous vivons.

On nous reproche ces manifestations de patriotisme, en nous citant l'exemple d'autres nationalités dont les célébrations sont moins brillantes et qui, cependant, savent se faire respecter, et occupent une position avantageuse sur ce continent. Cela est vrai, mais nous appartenons à la race latine, et jamais nous n'aurons le caractère froid et pratique des anglo-saxons. Jamais nous ne serons des *Anglais parlant le français*, quoiqu'en ait dit un de nos grands hommes d'Etat. D'ailleurs, il y a du bon dans le patriotisme, ce sont des mouvements du cœur. Cela ne rapporte guère, nous le savons, et dans ce siècle de positivisme, on ne fait rien sans espérer en retour un certain profit. Mais devons-nous nous reprocher d'avoir conservé un peu de ce caractère chevaleresque qui était un des plus beaux attributs de la France avant de devenir impie! Non, mille fois non, faisons-nous plutôt une gloire de conserver ces traditions, et ne craignons pas d'affirmer ces sentiments qui nous honorent.

Aussi, pour ceux à qui les moyens leur permettront, il sera bien de se rendre à Québec. Ici il est d'habitude pour nos canadiens d'aller faire une promenade au pays tous les deux en trois ans. Pourquoi ne pas profiter de cette occasion qui s'offre de visiter leurs familles, en leur permettant d'assister à une fête dont ils pourront retirer plus d'un enseignement?

Nous savons que nous ne devons pas [?]orner là nos efforts pour faire avancer nos intérêts nationaux. L'émigration qui désole la province de Québec depuis des années a conduit dans les différents centres de la Nouvelle-Angleterre une foule de Canadiens qui ne retourneront pas au pays. Les plus beaux projets de rapatriement n'empêcheront pas que cette population ne devienne un élément important de cette grande République. C'est un malheur; et nous croyons que notre intérêt serait de ne[?] grouper dans notre province de Québec pour pouvoir combattre avantageusement les ennemis de notre nationalité.

Mais il était plus facile de prévenir les causes de ce [...] que de remédier aux effets [...] maintenant il ne nous reste [...] qu'à savoir tirer le meilleur [...] possible de la position qui nous est ainsi faite. Aussi, en allant à Québec, nous dirons à nos frères du Canada, qu'il faut qu'ils cessent de nous considérer comme n'étant ici qu'en passant, qu'il ne fait pas qu'ils n'ignorent à nous que lorsqu'il s'agit de nous convier à leur fête nationale, mais que leur presse doit prêter son concours à celle des Etats Unis pour améliorer notre position. Nous commençons à vouloir devenir citoyens américains de droit comme nous le sommes de fait; ce mouvement de

naturalisation a besoin d'être encouragé, si nous voulons avoir la part d'influence qui nous est due dans ce pays; que l'on nous aide donc à faire comprendre que l'on peut devenir citoyen de la république américaine tout en restant Canadien-Français.

[Column 2]

On ne sait ce que l'avenir nous réserve, plus tard peut-être l'on nous assurera gré d'avoir été les pionniers de l'influence canadienne-française aux Etats-Unis.

La réunion de Québec devra donc établir ce fait qu'il est impossible de faire revenir tous nos compatriotes au Canada, comme on a pu s'en flatter pendant un certain temps, et nous espérons qu'il résultera quelque chose de pratiques des délibérations de la convention qui s'y rendra. Celle de 1874 a amené le mouvement du rapatriement, la convention de 1880 devra nous enseigner les moyens de développer notre influence aux Etats-Unis.

Ainsi, mettons-nous à l'oeuvre; tâchons d'envoyer des délégations qui nous fassent honneur. En 1874, le Maine était à peine représenté, deux villes seulement avaient envoyé des délégations. Préparons-nous à faire mieux cette année. Que les Canadiens de chaque centre se mettent à l'oeuvre, et le Maine sera fidèle à sa devise *Dirigo*.

L.

occupent une position avantageuse sur ce continent. Cela est vrai, mais nous appartenons à la race latine, et jamais nous n'aurons le caractère froid et pratique des anglo-saxons. Jamais nous ne serons des *Anglais parlant le français*, quoiqu'en ait dit un de nos grands hommes d'État. D'ailleurs, il y a du bon dans ces élans de patriotisme, ce sont des mouvements du cœur. Heureux le peuple comme les individus qui se laissent guider par le cœur. Cela ne rapporte guère, nous le savons, et dans ce siècle de positivisme, on ne fait rien sans espérer en retour un certain profit. Mais devons-nous nous reprocher d'avoir conservé un peu de ce caractère chevaleresque qui était un des plus beaux attributs de la France avant de devenir impie ! Non, mille fois non, faisons-nous plutôt une gloire de conserver ces traditions, et ne craignons pas d'affirmer ces sentiments qui nous honorent.

Aussi, pour ceux à qui les moyens leur permettront, il sera bien de se rendre à Québec. Ici, il est d'habitude pour nos canadiens d'aller faire une promenade au pays tous les deux ou trois ans. Pourquoi ne pas profiter de cette occasion qui s'offre de visiter leurs familles, en leur permettant d'assister à une fête dont ils pourront retirer plus d'un enseignement ?

Nous savons que nous ne devons pas borner là nos efforts pour faire avancer nos intérêts nationaux. L'émigration qui déserte la province de Québec depuis des années conduit dans les différents centres de la Nouvelle-Angleterre une foule de Canadiens qui ne retourneront pas au pays. Les plus beaux projets de repatriement n'empêcheront pas que cette population ne devienne un élément important de cette grande République. C'est un malheur ; et nous croyons que notre intérêt serait de nous grouper dans notre province de Québec pour pouvoir combattre avantageusement les ennemis de notre nationalité.

Mais il était plus facile de prévenir les causes de ce mal que de remédier aux effets. — A présent que il ne nous reste plus qu'à savoir tirer le meilleur parti possible de la position qui nous est ainsi faite. Aussi en allant à Québec, nous dirons à nos frères du Canada, qu'il faut qu'ils cessent de nous considérer comme n'étant ici qu'en passant, qu'il ne faut pas qu'ils nous regardent à nous que lorsqu'il s'agit de nous conseiller à leur fête nationale, mais que leur presse doit prêter son concours à celle des États-Unis pour améliorer notre position. Nous commençons à vouloir devenir citoyens américains de droit comme nous le sommes de fait ; ce mouvement de naturalisation a besoin d'être encouragé, si nous voulons avoir la part d'influence qui nous est due dans ce pays ; que l'on nous aide donc à faire comprendre que l'on peut devenir citoyen de la république américaine tout en restant Canadien-Français.

temps pen cloigné les font souffrir également toutes les petites misères insupportables d'un pays nouvellement établi.

Pourquoi les canadiens n'ont-ils pas s'emparer de leur part de ce bel héritage ? Cela vous appartient plus qu'à tout autre, puisque les premiers colons de ces belles contrées étaient des Canadiens Français.

Des canadiens ont été tentés fortune au Manitoba et sont revenus découragés, et ont dit tout le mal possible de ce nouveau pays de neige. Oui, mais ces derniers sont un bien petit nombre, et comparés au grand nombre qui de ceoresnt là-bas, contents et satisfaits, il nous semble que leur témoignage doit avoir peu de valeur.

En parlant du Canada, on disait en France : *Qu'avons-nous besoin de ce petit coin de neige*. Et ce petit coin de neige est aujourd'hui la plus belle colonie que possède la riche Angleterre ; et la France, qui l'a méprisée, n'en possède pas une seule d'une aussi grande importance.

Il en est ainsi du Manitoba, pour un certain nombre de nos compatriotes, qui ne consultent que leur confort présent sans s'occuper de leur avenir et de l'avenir de leurs enfants, le Manitoba n'est pour eux qu'une immense étendue de neige, remplie de bœuf en été et de bêtes sauvages en toute saison ; et bientôt ces mêmes canadiens, (nous parlons de ceux qui possèdent le capital nécessaire) regretteront de n'avoir pas profité des premiers avantages qu'eux sont offerts ; et s'ils ne veulent végéter toute leur vie dans les centres manufacturiers, ils seront obligés de prendre des terres à des milliers de milles plus loin sous un climat moins avantageux, et se contenteront de ce que messieurs les anglais auront méprisé.

Nous conseillons donc à ceux de nos compatriotes qui possèdent le capital nécessaire de se mettre sans retard en relation avec l'agent du gouvernement, M. Chs. Lalime, 22, rue Pearl, Worcester, Mass.

LE DIVORCE

Extrait de la préface du livre que le Père Didon, le célèbre prédicateur, vient de publier contre les partisans du divorce :

« Que des mondains sceptiques et polés aient combattu le mariage indissoluble, je le comprends ; pourquoi mettre des digues à leurs amours rébellés ? Pourquoi créer, dans une société où ils veulent avoir tous leurs ébats, des catégories infamantes qui leur raviraient l'étiquette de bonnets dont ils se contenteraient ? Un mariage indissoluble : à quoi bon ? Et qu'en feraient-ils ? S'occuperaient-ils de fonder une famille robuste et féconde ? Ces joyeux vivants d'un jour croient-ils seulement au leur demain ? Leur sang est, comme leur âme, épuisé, sans vertu. Il suffit à peine au plaisir : comment suffirait-il au labeur ? Et a-t-on trouvé, enfin, dans notre société cherchée, le secret d'accomplir de grandes choses sans labeur ? J'aime mieux les Mormons polygames que ces mondains qui pratiquent le divorce avant la lettre et qui, ayant perdu le sens de ce qui est éternel, ne sauraient comprendre ce qui est indissoluble. La polygamie mormone a un faux air patriotique ; elle était aux bords du lac Salé, avec une sorte d'orgueil, ces rejets nombreux dont les rangs pressés font honte à certaines races stériles de l'Occident. Mais eux où sont leurs œuvres ? Toujours leur moi, leur

quoiqu'il y ait parmi eux des personnes à la tête des professions libérales, et capables d'entreprendre cette tâche. Pas une n'aurait osé mettre à l'œuvre, dans la crainte de ne pouvoir rencontrer l'encouragement qu'on a lieu d'attendre de ceux qui doivent bénéficier d'une aussi grande entreprise.

Je puis aujourd'hui, M. le Rédacteur, par les commissions que j'ai acquies dans mes pérégrinations, vous assurer que la population canadienne-française du Maine en général verra d'un bon œil l'apparition de votre journal et encouragera cette œuvre dont le besoin se faisait sentir de puis bien des années.

Inutile pour moi de vous dire que tout canadien, qui vient habiter la terre de l'exil, emporte avec lui de précieuses souvenirs de la patrie et que son cœur vole sans cesse vers le berceau qui l'a vu naître. Ces souvenirs, M. le Rédacteur, vous ne ferez que les affermir davantage en reproduisant sur votre journal ce qui se passe de nouveau et de remarquable dans notre beau Canada.

Je ne puis terminer ces quelques lignes sans vous dire un mot de nos compatriotes canadiens et américains qui semblent être ignorés du reste de la Nouvelle-Angleterre. On se rappelle sans doute ce que ces pauvres canadiens ont eu à souffrir de persécutions de la part de l'Angleterre. C'est donc après avoir été chassés de l'Irlande, que ces braves citoyens vinrent prendre possession de la riche vallée de Madawaska ; aujourd'hui ils forment les belles paroisses qui bordent la rivière St Jean. Malgré les tourments qu'on leur a infligés, ces populations ont su conserver leur langue, leur religion, et leur nationalité. Depuis bien des années ces braves canadiens désirent la publication d'un journal canadien-français qui voudrait prendre la défense de leurs intérêts et les renseigner sur ce qui se passe dans leur nouvelle patrie.

Sachant donc aujourd'hui que des personnes, dévouées et remplies de patriotisme, ont pris l'initiative d'une telle entreprise, ils lui donneront leur patronage et s'efforceront par là de se mettre en relation avec leurs frères de l'autre côté du Maine.

En terminant, M. le Rédacteur, je croirais manquer à la reconnaissance qui vous est due si je ne vous offrais mes félicitations pour le dévouement et le patriotisme dont vous faites preuve en vous mettant à la tête de cette œuvre nationale.

Confiant dans l'impartialité dont vous avez fait preuve dans vos discussions antérieures sur les sujets politiques, nous osons espérer que cette impartialité sera le moyen principal qui vous emploiera pour réclamer et gagner dans la bonne voie le grand nombre de canadiens répartis dans ce vaste État du Maine et dans toute la Nouvelle-Angleterre.

Veuillez me croire, M. le Rédacteur, votre dévoué serviteur.

UN COMPATRIOTE.

Bellefleur, Me., 20 mars 1880.

M. le Rédacteur,

J'ai lu avec le plus grand intérêt le premier numéro du *Messenger*, et permitez-moi de lui adresser la bienvenue. Comme vous dites, les canadiens du Maine ont droit à un organe, et il y a longtemps qu'un bon journal canadien-français était désiré dans cet État. Il est à espérer que nos compatriotes se

de toutes parts et le grand nombre a répondu que quitter leur pays, pour aller chercher du pain ailleurs, on ne pourra éviter une vaine famille d'ici aux récoltes prochaines.

Des personnages de distinction sont soupçonnés de complicité dans les tentatives contre la vie du Czar.

Une visite domiciliaire a été faite au palais habité par le grand-duc Constantin, dont se méfiait depuis un certain temps, le Czar son frère.

Des papiers suspects pris chez le Czarévitch ; ont été remis à son père qui a cessé ses visites, et montre un grand refroidissement contre son fils.

On dit que le général Melnikoff a été informé, par le comité Nihiliste que l'intenté contre sa vie n'avait pas été ordonné par la société. Cette société toute débonnaire, informe le général quelle n'a pas encore décidé de son sort et que s'il elle vient à le condamner à mort, les choses se feront avec plus d'habileté que n'en a mis Vladet-sky dans son attentat.

Le Czar demande des réformes et dit que c'est la seule moyen de combattre efficacement les Nihilistes. On dit que le général Melnikoff semble être lui-même convaincu de ce fait, et que sa dictature est de nature à pacifier plutôt qu'à exciter les esprits.

M. de Bismarck le puissant chancelier du puissant Empire Allemand, ne rêve que d'ingérer et surprise, et pour conserver cette œuvre de l'Empire qui a coûté si cher à l'Europe, il est obligé de veiller sans cesse.

Du côté de la Russie et de la France, M. de Bismarck voit rouge et pour bien s'assurer des intentions de ces deux puissances, il a ordonné de fouiller les documents qui doivent servir à lui prouver les intentions hostiles de la Russie contre l'Allemagne.

On se rappelle qu'il a été question d'une alliance franco-russe ; or, le grand chancelier voudrait voir de ses propres yeux le texte des propositions faites par la Russie à la France pour y découvrir sans doute un sujet de guerre qui puisse autoriser ses armements formidables.

La presse archi-libérale française et les députés non moins archi-libéraux, qui siègent dans les deux chambres du gouvernement français, sont scandalisés du sort qu'on a fait subir au fameux article 7 de la loi Ferry.

N'ayant pu exclure les Jésuites de l'enseignement public, comme le voulait M. Ferry, on va procéder d'une manière plus pratique et plus brutale : c'est-à-dire que l'on va tout probablement les chasser du territoire français, ce qui les forcera bien à ne plus enseigner la jeunesse française que le gouvernement veut façonner à son goût.

Londres, 15 mars. — On lit ce matin dans le *Standard* : « Une rupture vient de se produire entre la France et Madagascar à la suite de la mise en ligne de nos consuls français et du gouvernement malgache. Le consul a refusé son pavillon et a fait appel au gouvernement. »

Les causes de cette rupture peuvent se résumer ainsi :

Des missionnaires français s'étaient établis sur un terrain concédé par le gouvernement de Madagascar : à un M. de Labord, et enseignaient aux enfants malgaches à lire et à écrire. Appren-

en ce cas, aux Français, côté de la France, qu'il est du sage de ne pas se mêler de ce qui ne nous regarde pas.

M. P. 380 francs, violés par les troupes de cette république.

Canadien, page de la presse, quelle ver leur et ses 125 4e Poste.

AFFAIRE

La presse, tion de ce sont grands éloges privées de l'homme ont sur, c'est-à-dire, n'importe des politiques. Les l'homme, M. faisant l'éloge sont montrés lents et de la dire de tel à l'heure.

Il est dit Chaplain vu du parlement élections gé majorité ju te de non co

Le budget commenté par le Canada, et ce t peuple doit, que, il faut, de son ager presse de le

Le rapport euse un doct qu'il met au comme ce de M. Tilly, le rapport qu McKenzie a la même hie se succéder A cet état de da n'aura p vane qu'il n à des dépen

M. HUGH mis canadien page de la T patriotes à ra satisfait lité de ses t de ces poés. 287 188